



de limitation des armements comme des idéalistes manquant de jugement, dans le meilleur des cas, et même pire, comme l'« ennemi dans nos murs ». Pareillement, ceux qui sont prêts à sacrifier leur vie pour préserver notre liberté passent parfois aux yeux des défenseurs de la politique de limitation des armements, pour des personnages d'une autre époque, brûlant du désir de se battre et tremblant à l'idée de voir la paix s'instaurer à tout moment.

Notre pays, notre monde, en fait, ne peut pas se permettre de perpétuer aucune de ces idées simplistes.

Assurément, une sage politique de défense doit garantir un certain degré de protection physique et d'ordre, de façon à permettre l'adoption d'autres moyens, plus durables, pour assurer notre sécurité. Le changement en soi n'exige pas l'ordre mais une transformation prévisible, souhaitable et contrôlable l'exige sans aucun doute.

Vous vous souvenez des essais souvent brillants et convaincants de Jonathan Schell, qui ont commencé à être publiés il y a environ deux ans dans la revue *New Yorker*. Il en était venu à la conclusion que la solution au terrible dilemme que pose l'existence des armes nucléaires est la transformation des régimes politiques, c'est-à-dire la création d'un gouvernement mondial qui nous soulagerait du fardeau de nos propres inventions.

Certains d'entre vous peuvent être d'accord avec lui et peut-être que l'histoire lui donnera raison. Par contre, pour ceux qui doivent affronter les problèmes, relever les défis et vivre dans le monde d'aujourd'hui, la prescription de M. Schell n'a que peu d'utilité immédiate.

Notre monde, en raison des facteurs d'interdépendance qui le caractérisent, reste une société de nations. Chacune de ces dernières reflète, du moins en partie, le souhait de sa population qui est d'être en sécurité et de bénéficier d'une protection lui permettant non seulement de survivre (ou même de l'emporter), mais aussi de poursuivre d'autres fins. Dans certains cas, ces fins sont agressives et menacent la sécurité et parfois l'existence même d'autres États. De telles menaces ne sont pas simplement le fruit de mauvais rêves ou de paranoïa. Elles sont réelles et tangibles : le nombre énorme de chars, de

navires, de canons et d'avions des pays du Pacte de Varsovie existe bel et bien et nul ne peut l'ignorer.

Face à de telles menaces, les quelques pays qui ont choisi de ne pas assurer leur propre protection doivent accepter les contrecoups ainsi que le prix de la protection que leur apportent d'autres pays. En réalité, loin de mettre la légitimité de la défense nationale en question, le fait que certains pays choisissent d'abandonner leur défense est une reconnaissance implicite de l'importance capitale des efforts de défense et du sacrifice d'autrui.

Une telle décision représente un choix moral et non pas seulement un choix pratique. Il est concevable, par exemple, que le Canada abandonne ses efforts en matière de défense nationale. Il est peu probable que nous soyons envahis, mais si nous l'étions, nous ne pourrions nous en sortir seuls et les États-Unis ne pourraient se contenter d'observer le tout avec sérénité.

Nous aussi bénéficions de la protection d'autrui. Mais cette réalité nous exempte-t-elle de faire ce qu'il faut pour assurer le maintien de la paix, garantir notre sécurité, offrir la stabilité et l'ordre dans le système international et préserver la justice sociale ainsi que la façon démocratique de vivre ?

En tant que Canadiens, nous devons accepter les coûts, les risques et les responsabilités qui font partie intégrante de la sécurité sur laquelle nous comptons si fortement. Plutôt que de simplement exploiter les contributions d'autrui, nous devons sans aucun doute reconnaître que la sécurité n'est pas un droit dont on peut se prévaloir, mais plutôt quelque chose que l'on doit gagner, représentant une obligation à remplir. Nous devons certainement reconnaître également que si nos efforts visant à assurer notre propre défense sont insuffisants, d'autres assumeront la tâche à notre place, ne serait-ce que pour se protéger eux-mêmes, et nous aurons peu à redire de la façon dont ils le feront.

Certains Canadiens soutiennent que notre pays devrait conserver une politique prudente en matière de défense nationale mais ce, dans l'isolation, esquivant ainsi les alliances que nous avons formées. Ils laissent supposer que nous devrions nous retirer de l'Europe, fermer nos ports aux navires étrangers qui

garantissent notre sécurité, refuser à nos alliés les installations d'entraînement militaire qu'offrent notre vaste territoire et notre espace aérien.

De tels arguments visent la plupart du temps à tenter de délivrer le Canada de tout lien, même lointain, qu'il peut avoir avec la force de dissuasion nucléaire dont nous dépendons, comme si le fait de mettre un terme à une telle dépendance augmenterait la sécurité des Canadiens ou la possibilité de survivre en cas de guerre universelle. Nous ne pouvons nous isoler de la réalité : nous vivons dans un monde où se trouvent des armes nucléaires et nous sommes membres volontaires d'une alliance qui fait face à un adversaire possédant d'importantes forces classiques et nucléaires très proches de la ligne de partage Est-Ouest. Nous ne pouvons nous permettre de subrepticement adopter une attitude fausse et égoïste. Se comporter de la sorte équivaldrait à un affront à la réalité, à notre héritage dont nous tirons fierté ainsi qu'à nos amis et alliés. Pour l'avenir prévisible, notre sécurité continuera à dépendre de l'union de nos forces et de l'influence collectives de nos alliances.

Certains en faveur de l'isolationnisme militaire affirment que rien dans nos obligations d'alliance n'exige que nous poursuivions de telles ententes de coopération. Même si l'interruption d'une telle coopération n'enfreindrait pas la lettre de nos engagements, elle irait certainement à l'encontre de l'esprit de ces derniers.

Je ne peux comprendre une logique qui d'une part, affirme que le monde est tellement interdépendant et dangereux que nous devons coopérer sur le plan du contrôle des armements et du désarmement et qui d'autre part, soutient que le Canada devrait éliminer cette interdépendance et démanteler les accords de coopération dans le domaine de notre défense nationale.

Car, bien entendu, ces activités correspondent aux deux côtés de la médaille. Notre capacité, en tant que pays, et en tant qu'alliance à mener des négociations efficaces en matière de contrôle des armements avec l'Union soviétique et ses alliés, dépend de la confiance que nous avons dans notre propre force et notre sécurité, lesquelles sont à leur tour fondées sur des valeurs partagées ainsi que sur une authentique association.